

Nigéria : les immenses défis pétroliers du nouveau président Muhammadu Buhari

Benjamin Augé

Le Nigeria, comme certains autres pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) tels que la Libye et l'Irak, a la particularité de posséder des ressources pétrolières et gazières considérables, mais les défis sécuritaires, politiques, juridiques pour les exploiter sont tels que la production est toujours restée relativement faible. Le sous-sol nigérian renferme les plus vastes réserves prouvées de gaz du continent africain, 180 trillions de pieds cubes ainsi que les deuxièmes plus importantes de pétrole, 37 milliards de barils¹. La production s'est élevée en 2014 à 2,2 millions de barils (selon le ministère de la coordination économique du Nigeria²). Cependant, lorsque l'on compare le débit pétrolier nigérian à celui des Etats ayant des ressources pétrolières plus faibles, le géant africain est distancé. La Chine qui dispose 18,5 milliards de barils de réserves prouvées produit 4,2 millions de barils par jour (b/j) pour satisfaire une partie de ses besoins nationaux. Même constat pour le gaz, le Nigeria a produit 38 milliards de mètres cubes en 2014, deux fois moins que l'Algérie (78 milliards) alors que ce dernier possède 30 trillions de pieds cubes de gaz de réserves de moins que son grand voisin du golfe de Guinée³. Le débit, plutôt modeste, du Nigeria en brut et en gaz, n'est pas la conséquence d'un secteur récemment développé. Cet Etat situé en plein cœur du golfe de Guinée, exploite ses ressources pétrolières depuis 1958 et partage avec le Gabon et l'Algérie le titre de plus ancien producteur de pétrole du continent.

En réalité, le Nigeria a accumulé depuis des décennies de nombreuses difficultés : corruption, insécurité, absence de visibilité juridique et fiscale, difficultés ayant sensiblement réduit les investissements de la part des compagnies. Cette tendance s'est d'ailleurs fortement accélérée durant le mandat de l'ancien président Goodluck Jonathan (2011-2015). Nous reviendrons dans cette note sur le bilan pétrolier de cet ancien président et évoquerons les dossiers du secteur des hydrocarbures dont a hérité le nouveau chef de l'Etat élu en avril 2015 grâce à la coalition de l'All Progressives Congress (APC). Muhammadu Buhari devra rapidement mettre en place des réformes sous peine de creuser davantage le fossé entre Etat nigérian et les investisseurs pétroliers. Muhammadu Buhari, militaire de carrière et ancien président du pays entre 1983 et 1985, n'est pas totalement étranger aux

Benjamin Augé est chercheur associé au Centre Énergie et au Centre Afrique de l'Ifri

Septembre 2015

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

ISBN : 978-2-36567-452-2
© Tous droits réservés, Paris, Ifri

ifri

¹ BP Statistical Review of World Energy 2015.

² <http://www.budgetoffice.gov.ng/pdfs/CME%20Budget%20Speech%202015.pdf>.

³ Idem.

hydrocarbures: il est en tant qu'ancien ministre du pétrole en 1976 le fondateur de la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), dont il a également été le président jusqu'au coup d'Etat de 1978.

La présidence de Goodluck Jonathan, un mandat marqué par la perte de confiance des investisseurs (2010-2015).

Météorite politique, passé du poste de vice-gouverneur de l'Etat pétrolier de Bayelsa en 1999, à gouverneur en 2005 lors de la destitution du titulaire du poste, Goodluck Jonathan est élu en 2007 vice-président du Nigeria puis devient en 2010 président par intérim après le décès d'Umaru Yar'Adua. Il se fait ensuite élire en 2011 pour un mandat de quatre ans et perd les élections du 28 mars 2015. Premier président issu du groupe ethnique des Ijaw, minoritaire au niveau national, mais majoritaire dans les Etats pétroliers de Bayelsa et de Rivers, Goodluck Jonathan est également le premier chef d'Etat nigérian à être originaire depuis l'indépendance en octobre 1960 de la région du delta du Niger qui concentre la quasi-totalité du pétrole du pays⁴. Il a ainsi suscité beaucoup d'espoir pour les habitants de sa région, mais il s'est rapidement fait piéger par un entourage ayant des objectifs personnels allant à l'encontre de l'Etat nigérian. Goodluck Jonathan a multiplié les scandales et les blocages bureaucratiques et politiques qui n'ont pas permis d'avancer sur les textes de loi indispensables à un secteur en souffrance.

Les majors se désengagent au profit des locaux bien connectés

Hormis le président, une figure a marqué les années Goodluck Jonathan, celle de la ministre des ressources pétrolières, Diezani Alison-Madueke. Cette dernière a tenu les rênes de ce portefeuille durant les cinq dernières années et a pris toutes les décisions importantes. En raison de son influence colossale sur Goodluck Jonathan, il est impossible de l'exonérer du bilan pétrolier du pays après cinq ans de pouvoir. Le premier échec de ce mandat tient à l'incapacité de la ministre et du président à faire adopter le texte qui devait régir le secteur pétrolier, en discussion depuis 2008⁵, *Petroleum Industry Bill* (PIB). Ce dernier, conçu à l'origine par Rilwanu Lukman⁶ lorsqu'il était conseiller pétrolier d'Umaru Yar'Adua (2007-2010), avait pour objectif de réguler tous les sous-secteurs liés au pétrole: exploration/production, distribution, transformation, pétrochimie, gaz naturel. Si les majors ont essayé d'en adoucir certaines mesures, en particulier s'agissant de la fiscalité dans l'offshore profond, c'est bien l'absence de volonté politique du président et de sa ministre qui ont empêché ce texte, jugé trop lourd et ambitieux, d'être voté. Le lobbying acharné, émanant notamment des *traders* proches de Diezani Alison-Madueke, heureux de capitaliser sur le mauvais état des raffineries nigérianes pour poursuivre l'importation massive de produits pétroliers (correspondant en 2015 aux deux tiers des besoins estimés du pays à 250 000 b/j), a aussi participé à la paralysie du débat parlementaire. Puisqu'il se traduisait essentiellement par une vague de privatisations dans la distribution et particulièrement dans le raffinage, le texte de la PIB n'a pu être adopté, alors que les pétroliers attendaient beaucoup des réformes contenues dans le document en matière d'exploration-production. Ces derniers, n'étant toujours pas fixés sur la fiscalité auxquels ils seront assujettis suivant les différentes zones d'exploration (onshore, offshore peu profond et offshore profond) ont ainsi préféré s'abstenir d'investir conduisant à l'affaiblissement progressif du développement pétrolier au Nigeria depuis quasiment une décennie.

Les majors occidentales ont massivement vendu leurs permis et gisements en onshore et offshore

⁴ En dehors d'un gisement, Aje, aux larges de Lagos, il n'y a à l'heure actuelle, aucun développement pétrolier en dehors de la région du delta du Niger.

⁵ Quotidien nigérian *Leadership*, "Yar'Adua Sends New Petroleum Industry Bill to National Assembly", 15 mai 2008.

⁶ Rilwanu Lukman est l'un des nigériens ayant eu la plus grande influence dans le secteur pétrolier dans son pays jusqu'à son décès en 2014. Ministre du pétrole entre 1986 et 1990, il est ensuite nommé secrétaire général de l'OPEP entre 1995 et 2000. Umaru Yar'Adua le nommera en 2007 comme conseiller spécial puis comme ministre du pétrole de 2008 à 2010.

peu profonds durant le mandat de Goodluck Jonathan. Le premier producteur du pays, Shell, a commencé à se séparer entre 2011 et 2015 d'une dizaine de permis⁷, qu'il opérait aux côtés de partenaires comme Total et ENI aux profits de consortium locaux tels que Seplat, Conoil, Neconde⁸ ou encore Afren (désormais en faillite). C'est aussi le cas de Chevron qui a cédé les blocs 53 et 34. Ce cycle de cession s'est notamment traduit par l'arrivée massive de traders nigériens prenant des participations dans les permis comme Aiteo dirigée par Benedict Peters (très proche de l'ancienne ministre) qui a réussi à lever avec d'autres acteurs locaux - Taleveras et Tempo Energy- quelques 2,6 milliards de dollars pour racheter 45% du très prolifique OML 29 (50 000 b/j) à Shell, Total et ENI⁹. De nombreuses sociétés ont également été créées pour profiter de ces ventes, alors qu'elles ne disposaient que de peu d'expérience et de financements, mais avaient des accointances avec le pouvoir politique de l'époque. La plupart des accords étant conclus entre 2011 et 2015 avec un baril à plus de 100 dollars, les banques locales ont prêté sans compter. Les établissements de crédits sont désormais beaucoup plus exposés et certains vont devoir être très probablement recapitalisés, n'ayant plus suffisamment de fonds après cet épisode de cession de permis des majors.

Les majors ont préféré se séparer de ces permis, considérés comme non prioritaires, souhaitant davantage se focaliser sur les projets offshore/offshore profond. Elles ont été fortement incitées par le gouvernement à céder ces actifs, afin d'obtenir le renouvellement d'un certain nombre d'autres permis prometteurs.

Une grande compagnie indépendante américaine a aussi fait le choix de vendre la totalité de ses actifs au Nigeria. ConocoPhillips a ainsi cédé ses permis à la société locale Oando pour 1,65 milliard de dollars en 2014¹⁰, préférant investir davantage dans le gaz et pétrole de schiste aux Etats-Unis, compte tenu de l'environnement particulièrement incertain et inhospitalier au Nigeria.

Absence de transparence sur les transferts de revenus pétroliers et les procédures d'octroi des permis

Le mandat du président Goodluck Jonathan et de sa ministre du pétrole a été émaillé de plusieurs scandales dont certains ont fait la une des journaux locaux, alors que d'autres ont été beaucoup plus confidentiels. Le plus retentissant d'entre eux a été provoqué par l'ancien gouverneur de la Central Bank of Nigeria (CBN), Sanusi Lamido, actuel Emir de Kano (deuxième autorité musulmane traditionnelle la plus puissante au Nigeria après l'Emir de Sokoto). Ce dernier a rendu publique le 25 septembre 2013 une lettre, envoyée au président nigérien lui demandant d'agir pour retrouver les milliards de dollars que la société nationale NNPC n'avait pas transféré à la CBN. La CBN aurait perçu 50 milliards de dollars¹¹ de moins que prévu, ce qui représente 76% des ventes de brut entre janvier 2012 et juillet 2013¹². Après avoir révélé ce scandale, le gouverneur a été écarté de son poste en février 2014 et un audit confié au cabinet PwC mais qui n'a jamais été rendu public, a dédouané le gouvernement.

Les procédures d'octroi, par le précédent régime, de plusieurs contrats très lucratifs risquent aussi de poser des problèmes à leurs détenteurs. Du fait de l'incapacité du Nigeria à faire fonctionner convenablement ses raffineries -Warri, Port Harcourt et Kaduna- et devant la difficulté à décaisser rapidement le paiement des importations de carburants et de produits pétroliers, la ministre du pétrole a élaboré un type de contrat appelé "swap" en 2011. Ce dernier permet à l'Etat d'attribuer des allocations de brut à un petit nombre de traders en échange de l'équivalent en produits pétroliers.

⁷ Les permis 3, 18, 24, 25, 29, 38, 41, 30, 34, 40 et 42.

⁸ Africa Energy Intelligence, NIGERIA : Shell siffle la fin de partie, n°649, 5 avril 2011.

⁹ Africa Energy Intelligence, NIGERIA : Tempo, le trader connecté dans l'E&P, 21 octobre 2014, n°732.

¹⁰ <http://www.oandopl.com/media/press-release/oando-energy-resources-completes-landmark-acquisition-of-conocophillips-nigerian-oil-and-gas-business-for-us1-5-billion/>.

¹¹ Ce chiffre a été ensuite revu à la baisse à de nombreuses reprises ce qui a contribué à décrédibiliser le gouverneur de la CBN, fragilisant sa position.

¹² Pour lire la lettre : <http://www.premiumtimesng.com/resources/151244-download-sanusis-letter-to-president-jonathan-on-nigerias-stolen-n8-trillion.html>.

Ainsi, les traders locaux Sahara Energy, Aiteo, Taleveras, Ontario oil & gas et Trafigura¹³ ont obtenu des allocations individuelles allant jusqu'à 90 000 b/j chacun. Du fait de l'important volume qu'ils avaient à leur disposition chaque jour, ces sociétés ont pu faire de confortables bénéfices et ainsi faire leur entrée dans l'exploration/production. Si ce mécanisme de *swap* a pu permettre d'éviter à l'Etat de sortir des fonds, il s'est caractérisé par une absence totale de transparence dans le processus de sélection des traders¹⁴.

Enfin, l'affaire concernant les participations de Shell sur le permis "OML 25" peut paraître anecdotique mais est révélatrice du degré d'impunité dont l'ancienne ministre pouvait jouir. Alors que Shell, Total et ENI avaient conjointement accepté de vendre en 2014 à la société locale Crestar 45% de ce permis pour 453 millions de dollars (l'offre la plus élevée), la ministre des ressources pétrolières Diezani Alison-Madueke a poussé la NNPC à exercer son droit de préemption, alors même que le délai légal pour utiliser cette procédure avait déjà expiré¹⁵. Parmi les raisons de ce coup de force, les dispositions personnelles de la ministre envers le président de Crestar et ancien patron de Department of Petroleum Resources (DPR), Osten Olorunsola, qu'elle avait écarté en 2013. Cet épisode a considérablement affaibli la crédibilité de la NNPC et du pouvoir en place dans son ensemble.

Les dossiers pétroliers prioritaires de la présidence de Muhammadu Buhari (2015-2019)

Le président Muhammadu Buhari a nommé début août 2015 la nouvelle équipe dirigeante de la société nationale, la NNPC. Le nouveau patron, Emmanuel Ibe Kachikwu, avocat formé à Harvard, et jusqu'alors vice-président d'ExxonMobil en Afrique, devra régler au plus vite de nombreux dossiers. Des audits du secteur ont été lancés dès la prise de fonction du nouveau président en mai 2015. S'appuyant sur ces rapports, les ministres nommés courant septembre devront lancer les réformes attendues et mobiliser l'organisme de lutte contre la corruption, l'Economic and Financial Crimes Commission (EFCC). Emmanuel Ibe Kachikwu a d'ailleurs invité lors de la deuxième semaine d'août 2015 tous les traders ayant bénéficié de contrats *swap* à venir s'expliquer et justifier de la totalité des livraisons de produits pétroliers ayant donné lieu à l'octroi de cargaisons de brut par la NNPC¹⁶.

L'assainissement du secteur et le soutien américain passe par la relance des affaires judiciaires

Lors d'un séjour à Washington fin juillet 2015, le président Muhammadu Buhari et la ministre de la justice américaine, Loretta Lynch se sont entretenus sur les conditions du concours des Etats-Unis pour aider à rapatrier les fonds volés par les hommes politiques des précédents régimes nigériens. Il a également été question de la poursuite de procédures judiciaires contre des hommes politiques et d'affaires nigériens qui n'avaient pas abouti auparavant. Les Etats-Unis conditionnent leur aide au Nigeria, en particulier dans la lutte contre la secte islamiste Boko Haram, au traitement juridique de plusieurs scandales de corruption antérieurs. C'est notamment le cas de l'affaire Technip, KBR, JGC et Snamprogetti, sociétés accusées d'avoir payé des commissions d'un total de 132 millions de dollars afin d'obtenir des contrats de construction de trains de liquéfaction de Nigeria LNG (NLNG) dans les années 1990. Si les sociétés occidentales ont payé une amende de près de 500 millions de dollars en 2010 aux Etats-Unis, aucun fonctionnaire ou homme politique nigérien n'a été inquiété par les présidents Olusegun Obasanjo, Umaru Yar'Adua ou Goodluck Jonathan. Une certaine frustration de la part des nigériens s'est faite sentir lors de ce séjour à Washington, dont les avancées ont été médiocres. Le nouveau gouvernement devra faire preuve de bonne volonté sur le dossier pétrolier et

¹³ Ces contrats ont été annulés à la fin août 2015.

¹⁴ Le nouveau directeur général de la société nationale NNPC Emmanuel Kachikwu, a d'ailleurs annulé tous ses contrats à la fin août : <http://www.thisdaylive.com/articles/cancelled-sahara-aiteo-duke-oil-ocean-marine-contracts-says-nnpc/218624/>.

¹⁵ *Africa Energy Intelligence*, NIGERIA : Crestar sort l'artillerie lourde contre NNPC et la ministre, 3 février 2015, n°739.

¹⁶ <http://www.thisdaylive.com/articles/kachikwu-invites-traders-on-oil-swaps-opas-funds-recovery/217093/>.

judiciaire avant de pouvoir bénéficier de moyens militaires américains pour lutter contre Boko Haram, ou encore pour obtenir de plus amples investissements de la part de firmes américaines comme ExxonMobil ou Chevron.

La coûteuse paix "froide" dans la région pétrolière du delta du Niger

Le président Muhammadu Buhari doit également gagner le soutien des habitants de la région du delta du Niger afin de limiter les entraves politiques. Cette région du Sud-Est, divisée en neuf Etats, et abritant la quasi-totalité du pétrole et du gaz nigérian, a voté à plus de 90% pour l'ancien président Goodluck Jonathan en mars 2015. Muhammadu Buhari doit ainsi mener un travail de fond pour convaincre les leaders locaux, quasiment tous membres du People's Democratic Party (PDP) de Goodluck Jonathan. Il dispose pour ce faire de deux principaux relais, deux anciens gouverneurs et ex-PDP, Timipre Sylva et Rotimi Amaechi, respectivement issus des Etats côtiers de Bayelsa et Rivers.

Cette région connaît depuis les années 1990 des troubles dont la violence perpétrée par les groupes le plus souvent ethniques¹⁷ est montée crescendo. De 2006 à 2009, le *Movement for the Emancipation of the Niger Delta* (MEND) est parvenu en vandalisant nombre d'infrastructures pétrolières et gazières à diviser ponctuellement la production par quatre, n'atteignant plus que 500 000 barils par jour. L'objectif de ces groupes a en surface des motifs politiques: meilleure répartition de la rente pétrolière au profit des Etats producteurs qui ne reçoivent que 13% des revenus et nettoyage des eaux et terres polluées par les déversements de brut issus d'oléoducs mal entretenus. Cependant, certains de ces groupes, tirent profit de ces situations de chaos pour faire fructifier leurs affaires illégales comme celles, très rentables, du vol de pétrole par siphonage d'oléoduc, ou le blanchissement de cargaisons entières de brut au sein des ports¹⁸. Afin de mettre un terme aux actions du MEND qui amenuisaient drastiquement les revenus de l'Etat nigérian et des compagnies pétrolières, l'ancien président Umaru Yar'Adua a mis en place en mai 2009 une amnistie permettant à près de 30 000 personnes soutenant le MEND d'obtenir chaque mois un montant de 400 dollars environ et d'accéder à une formation au Nigeria ou à l'étranger (France, Israël, Russie, Italie, Afrique du Sud, Ghana etc.). Cette stratégie a en partie fonctionné, les vandalismes ont considérablement diminué depuis 2010 et la production est depuis remontée aux alentours de 2 millions de b/j, soit plus de 30 milliards de mètres cubes par an.

Cependant, lors de son discours d'investiture le 29 mai, Muhammadu Buhari a implicitement annoncé la fin de l'amnistie pour décembre 2015¹⁹. Cette dernière est pour le moment financée jusqu'à la fin de l'année mais le nouveau chef de la fédération ne souhaite pas la prolonger en raison de son coût (63 milliards de Nairas soit près de 316 millions de dollars en 2015), ne constituant pas une solution pérenne à la crise.

Aucune réforme de fond n'a été mise en place au sujet de la répartition des revenus du pétrole, alors même que les zones polluées notamment par Shell dans le pays Ogoni n'ont pas été nettoyées et que les pêcheurs et agriculteurs nigériens ont des difficultés à poursuivre leur activité mise à mal par les couches de pétrole solidifiées ou l'eau souillée. De plus, les membres du MEND ayant profité de l'amnistie n'ont pas trouvé un travail correspondant à leur nouvelle compétence car les employeurs potentiels ont rapidement su qu'ils étaient d'anciens "fauteurs de troubles". Le programme a également été considérablement détourné de son objectif premier par des citoyens nigériens n'ayant aucun rapport avec le MEND et n'étant parfois même pas issus de la région du delta du Niger, mais

¹⁷ Comme le *Movement for the Survival of the Ogoni People* (MOSOP) dont les leaders ont été pendus en 1995 par le président Sani Abacha ou les différents mouvements Ijaw particulièrement puissants à la fin des années 1990 et début des années 2000 : Ijaw Youth Council ou Niger Delta People's Volunteer Force.

¹⁸ On estime qu'en 2015 ce phénomène de vol a atteint des sommets. Le nouveau vice-président Yemi Osinbajo parle de 400 000 b/j soit la production cumulée de la République du Congo et du Tchad. Avec un baril à 100 dollars, le manque à gagner pour les pétroliers et l'Etat serait de 14,6 milliards par an.

¹⁹ <http://www.premiumtimesng.com/features-and-interviews/183975-for-the-records-president-muhammadu-buharis-2015-inaugural-speech.html>.

qui avaient suffisamment de contacts pour être inclus dans ces programmes "gratuits" de formation diplômante.

Les années Goodluck Jonathan ont seulement permis de gagner du temps sans régler les problèmes de fond de la région pétrolière du delta du Niger. L'ancien président avait aussi fait le choix, afin de s'assurer davantage de tranquillité, d'attribuer des contrats de sécurité maritime et terrestre très lucratifs à des leaders du MEND (profitant notamment à Government Ekpemupolo alias "Tompolo").

Muhammadu Buhari devra donc trouver les moyens d'éviter un nouveau sursaut des jeunes de cette région clé, en proposant un autre type de contrat avec la population ainsi qu'avec les sociétés pétrolières, qui tombent parfois dans des travers afin "d'acheter" une certaine paix avec les militants locaux. Cette nouvelle étape sera difficile du fait de la méfiance des citoyens de cette région qui ont soutenu jusqu'au bout l'enfant du pays, Goodluck Jonathan. Cependant, l'idéologie n'étant pas une caractéristique forte des partis politiques au Nigeria, de nombreux cadres de l'ancien régime ont et devraient encore faire défection du PDP pour rejoindre les rangs de l'*All Progressives Congress* (APC) de Muhammadu Buhari. C'est notamment le cas de l'ancien conseiller du président Goodluck Jonathan, Timi Alaibe, autrefois en charge du delta du Niger ainsi que de l'amnistie entre 2010 et 2011, et ancien président du programme de développement de cette région pétrolière créée par Olusegun Obasanjo en 2000 : la Niger Delta Development Commission²⁰. L'actuel président nigérian peut aussi compter sur l'attractivité du pouvoir et des postes proposés pour tenter de rallier à sa cause des personnalités locales influentes bien qu'elles aient tenté d'entraver son arrivée à la tête de la fédération. L'encouragement de ce nomadisme politique est une condition nécessaire pour tenter de trouver un consensus et éviter une instrumentalisation politique du delta du Niger qui pourrait prendre à nouveau en otage l'industrie pétrolière.

Conclusion

Le secteur pétrolier au Nigeria subit depuis cinq ans les conséquences du manque de confiance des opérateurs et investisseurs dans la direction économique et politique que prend la fédération. Le président Muhammadu Buhari s'est engagé à réformer le secteur. Un échec serait non seulement dramatique pour le secteur pétrolier, mais également pour le président lui-même, qui montrerait ici sa faiblesse à faire bouger un secteur capital pour le pays. Avec les réserves dont dispose le Nigeria, il serait tout à fait possible de dépasser les 3 millions de barils par jour mais cet objectif demandera des efforts colossaux de la part des pétroliers et prendra beaucoup de temps. En effet, tous les investissements repoussés depuis cinq ans ont entraîné une stagnation, voire une diminution de la production. Certains projets, comme celui d'Egina de Total qui devrait produire quelque 150 000 b/j à partir de 2017 ou celui de Shell de Bonga North mise en huile en 2014 (40 000 b/j) ou encore Egina (180 000 lancé en 2012) devraient contribuer à compenser la baisse tendancielle des gisements matures dans l'onshore et l'offshore peu profond. Cependant, la totalité de ces projets a été lancée avant la présidence de Goodluck Jonathan et l'arrivée de sa ministre. Sur le long terme, de nombreuses inconnues pèsent sur l'avenir de la production nigériane, à commencer par la capacité des nouvelles sociétés locales, qui ont acquis à prix d'or les permis de Shell et Chevron, à lever les fonds nécessaires pour investir dans ces gisements autrefois opérés par les majors. Il est très probable de voir s'ouvrir une période de transition dans les prochains mois pendant laquelle de nombreux audits seront commandités par le pouvoir de Muhammadu Buhari afin de remettre le secteur sur de bons rails. Cette étape sera indispensable avant d'organiser des appels d'offres impliquant de nouveaux permis ou des permis obtenus dans des conditions troubles. Le président a d'ailleurs attendu quatre mois avant de nommer son gouvernement et choisir les personnes les plus compétentes, refusant de céder à la pression de son parti et de l'opinion nigériane.

Muhammadu Buhari, en tant que militaire de carrière et ancien chef d'Etat affiche un certain détachement vis-à-vis du jugement qui lui est porté, et a ainsi pris son temps pour ces choix cruciaux.

²⁰ <http://www.thisdaylive.com/articles/osinbajo-to-receive-alaibe-ebebi-porbeni-others-into-apc-in-bayelsa/217098/>.

Prendre la tête de cette coalition (l'APC est née de la fusion de quatre partis déjà existants en 2013) fait et fera malgré tout peser d'immenses pressions sur les épaules du nouveau président, compte tenu du nombre de poids lourds qui la composent²¹. Or, le secteur pétrolier a contribué depuis longtemps à faire vivre nombre d'hommes d'affaires très influents, d'anciens militaires ou hommes politiques, qui n'ont parfois aucun intérêt à ce que la situation évolue. Les barrières pour un changement en profondeur du secteur pétrolier devront être levées une à une, et cela prendra du temps.

Le défi pour le nouveau président sera d'autant plus considérable dans un environnement de forte baisse des prix du pétrole, réduisant massivement la marge de manœuvre du pouvoir. Les revendications sociales ne sont certes pas aussi fortes comme en Algérie ou au Venezuela, car les nigériens sont habitués à l'impérialisme du pouvoir fédéral et des gouverneurs et ne comptent que sur eux-mêmes : tant que les salaires des fonctionnaires sont honorés, peu de trouble sont à prévoir. Mais la dégringolade des cours commence à peser lourd sur l'économie notamment avec la forte dépréciation du Naira.

L'un des objectifs du président Muhammadu Buhari afin de financer les objectifs de son mandat est le rapatriement des fonds volés par les précédentes administrations. Or, ici, on parle de dizaines de milliards de dollars. Par l'intermédiaire de son ministre des finances et des comptes publics, Michel Sapin, la France s'est d'ailleurs engagé auprès du président Buhari, en visite en France les 14 et 15 septembre 2015, de tout faire pour l'aider dans cette entreprise qui a souvent la particularité de prendre beaucoup de temps. Le Nigeria, peut aussi avoir recours à l'endettement. Actuellement, la dette publique ne représente que 10% du PNB soit 56 milliards de dollars²². Cette possibilité sera certainement étudiée avant de voir les premiers milliards volés rapatriés sur le territoire nigérian.

²¹ Exemples avec l'ancien vice-président Atiku Abubakar (1999-2007), les anciens gouverneurs de Lagos (Bola Tinubu et Babatunde Fashola), l'ancien gouverneur de Kano (Rabiu Kwankwaso), l'ancien président du parlement et actuel gouverneur de Sokoto (Aminu Waziri Tambuwal), l'ancien ministre d'Abuja et actuel gouverneur de Kaduna (Nasir Ahmad el Rufai) ainsi que ceux du delta déjà évoqués (Rotimi Amaechi et Timipre Sylva).

²² "Nigeria's external debt to W'Bank, AfDB, others hit N1.63trn". Sun News. 24 February 2015. Retrieved 22 June 2015.